

La baisse de l'emploi salarié ralentit au dernier trimestre

Au 4^e trimestre 2016, 90 560 salariés sont déclarés par leurs employeurs. L'inflexion de l'emploi amorcée depuis l'année dernière semble marquer le pas. Ainsi, fin 2016, le niveau d'emploi salarié est proche de celui observé à la fin de l'année 2014, qui était maximum après une période de forte croissance entre 2009 et 2014.

L'économie calédonienne a en effet permis de fournir un emploi salarié à un nombre croissant de personnes jusqu'en milieu d'année 2015. Néanmoins, pour la première fois au 3^e trimestre 2015, l'emploi était inférieur à celui du second trimestre de la même année.

Courant 2016, ce recul s'est accentué en glissement annuel jusqu'au 3^e trimestre pour atteindre -0,7 % en septembre, soit 610 emplois de moins que l'année précédente (-950 dans le privé), mais la baisse de l'emploi s'atténue en fin d'année (-350 emplois en glissement annuel, -810 dans le privé).

En fin d'année, l'ISEE a procédé à des opérations méthodologiques de calages dans le traitement informatique des bases administratives qui servent à produire les données relatives à l'emploi salarié (voir encadré). Cette démarche a conduit à modifier les niveaux d'emploi et les baisses d'effectifs annoncées les trimestres précédents. Pour autant, la tendance observée reste la même : le nombre de personnes occupant un emploi salarié recule en glissement tout au long de l'année 2016, sans pour autant revenir sur les effets d'une tendance très positive au cours des 5 dernières années.

Ce résultat global, masque une réalité bien différente entre le **secteur public** et le **secteur privé**. Le secteur public continue de créer des emplois (+470 en glissement annuel, soit +1,8 % au 4^e trimestre), tandis que dans le secteur privé, le nombre de personnes occupant un emploi salarié au dernier trimestre reste en repli de 1,2 % (810 personnes de moins qu'il y a un an). Dans le public, la hausse est portée par les fonctionnaires plus que par les contractuels. Les renforts annoncés par l'Etat ces derniers mois, via ses ministères de la défense, de la justice et de l'intérieur, expliquent une partie de ces progressions d'effectifs.

Le secteur privé est chahuté, mais les ressorts continuent de fonctionner

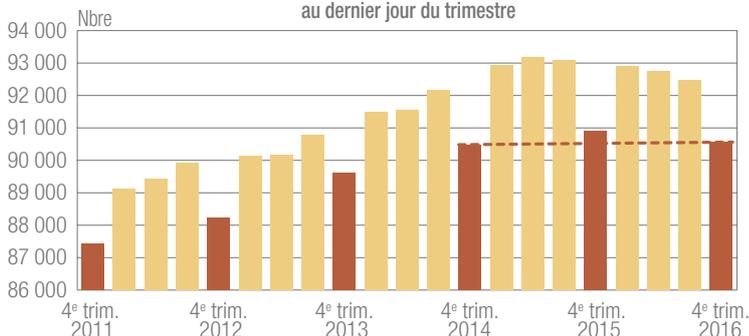
Après une période faste où les grands projets privés et publics se conjuguèrent à des cours mondiaux du nickel favorables, l'économie calédonienne est à un moment charnière de son histoire. Les difficultés se traduisent depuis quelques trimestres par des baisses d'effectifs dans les sociétés de la place, voire des fermetures d'établissements, avec pour conséquence, une augmentation des licenciements économiques, du chômage indemnisé et du nombre de demandeurs d'emplois. Le succès de la mesure d'extension du chômage partiel, annoncée en septembre dernier dans le cadre du plan de soutien à l'emploi (PULSE), atténue cette phase difficile que traversent certaines entreprises : ainsi, le

Le secteur privé déclare moins de salariés qu'en fin d'année dernière, mais le recul est moindre qu'au 3^e trimestre. Dans le public, l'emploi progresse.

nombre d'heures indemnisées au dernier trimestre est multiplié par 5 par rapport au trimestre précédent, grâce à la révision à la hausse du plafond d'heures indemnisables.

■ Autant de salariés qu'au 4^e trimestre 2014

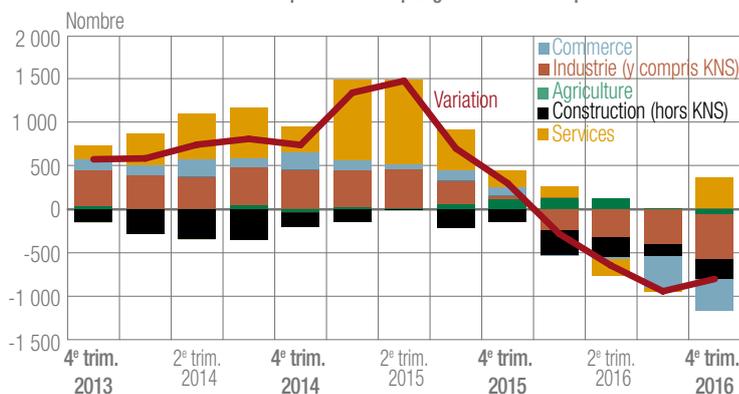
Nombre total de personnes occupant un emploi salarié au dernier jour du trimestre



Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

■ Le secteur de l'industrie est le plus touché

Solde d'emplois salariés par grand secteur du privé *



*En glissement annuel
Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

Pour autant, l'économie locale garde une certaine capacité à rebondir. Le stock d'entreprises se maintient et si le nombre d'employeurs diminue sur un an (-9 %), ce recul concerne quasi exclusivement les employeurs de gens de maison. Parallèlement, des créations de nouvelles entreprises génératrices d'emplois salariés compensent en partie les autres réductions d'effectifs. Ainsi, les créations d'entreprises qui perdurent depuis 2014 ont généré de l'ordre de 300 nouveaux emplois en moyenne chaque trimestre.

Globalement, le **secteur privé** déclare néanmoins 810 salariés de moins qu'à la même période de 2015 (-1,2 %). Les baisses d'effectifs touchent plus particulièrement l'industrie ce trimestre et mais aussi la construction qui perd des emplois depuis 4 ans. Le commerce et les activités de services présentent des variations qui se compensent.

L'industrie perd des emplois

L'**industrie**, qui avait soutenu l'emploi salarié jusqu'à lors, réduit ses effectifs depuis le début de l'année, de façon un peu plus accentuée chaque trimestre. Au dernier trimestre, le secteur déclare 510 salariés de moins qu'au 4^e trimestre 2015 (-3,6 %).

Principale pourvoyeuse d'emplois du secteur, l'industrie manufacturière est aussi la plus concernée par les réductions d'effectifs (-440 en glissement annuel). Dans les faits, une poignée d'entreprises concentre l'essentiel des pertes d'emplois : les opérateurs métallurgiques et quelques autres industriels. Les métallurgistes se sont engagés depuis plus d'un an dans des plans visant à rationaliser leurs coûts de production et limiter les pertes d'exploitation liées à la chute des cours. La sous-traitance en a subi les premiers effets ; les effectifs directs des usines sont dorénavant également affectés. S'ajoutant aux métallurgistes, quelques unités hors métallurgie concentrent près d'une centaine de suppressions d'emplois. En dehors de ces entreprises, les baisses d'effectifs dans certaines industries manufacturières, réelles mais de moindre ampleur, sont compensées par des hausses dans d'autres. Au final, l'industrie manufacturière cumule ce trimestre un cinquième des licenciements opérés.

L'industrie extractive avait aussi réduit ses effectifs en début d'année, mais fin 2016 cette tendance s'atténue.

■ Emploi salarié du privé* par secteurs d'activité

	4 ^e trimestre		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
Agriculture, sylviculture et pêche	1 697	1 633	-64	-3,8
Industrie	14 352	13 840	-512	-3,6
Industries extractives	1 753	1 674	-79	-4,5
Industrie manufacturière (yc KNS**)	10 988	10 551	-437	-4,0
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	750	777	27	3,6
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	861	838	-23	-2,7
Construction (hors KNS**)	6 881	6 649	-232	-3,4
Commerce	10 632	10 265	-368	-3,5
Services	31 820	32 183	363	1,1
Transports et entreposage	4 144	3 998	-146	-3,5
Hébergement et restauration	4 636	4 663	27	0,6
Information et communication	1 027	1 083	56	5,4
Activités financières et d'assurance	2 381	2 432	51	2,1
Activités immobilières	649	669	20	3,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 282	2 417	135	5,9
Activités de services administratifs et de soutien	5 001	5 121	120	2,4
Administration publique	930	920	-10	-1,0
Enseignement	2 460	2 467	7	0,3
Santé humaine et action sociale	3 124	3 171	47	1,5
Arts, spectacles et activités récréatives	729	745	16	2,2
Autres activités de services	1 605	1 735	130	8,1
Services domestiques	2 826	2 736	-89	-3,2
Activités extra-territoriales	28	27	-1	-1,8
Total	65 382	64 570	-812	-1,2

* Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

** Les effectifs de KNS SAS enregistrés dans le secteur Construction ont ici été réaffectés au secteur Industries manufacturières.

Données provisoires

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nombre, %

Le secteur de la **construction** déclare fin 2016, 230 salariés de moins qu'au dernier trimestre 2015 (-3,4 %). Le niveau plus faible des baisses d'emplois enregistrées au cours des deux trimestres précédents n'était qu'une trêve dans la tendance baissière. Les pertes d'emplois au cours de l'année 2016 se cumulent à celles déjà intervenues au cours des 4 dernières années. En décembre, l'emploi salarié dans le secteur de la construction atteint ainsi son plus bas niveau de la décennie. Il faut noter toutefois que les chantiers de construction en cours sur l'ensemble du territoire reflètent un dynamisme de l'activité de construction dont les effets tardent à se répercuter sur l'emploi.

Les plus gros employeurs du secteur contribuent ensemble à la moitié de la baisse d'effectifs entre le 4^e trimestre 2016 et le même trimestre de l'année précédente, et plus d'une centaine d'autres réduisent aussi leurs effectifs de 4 personnes en moyenne. A l'inverse, l'activité se développe pour d'autres entreprises qui accroissent leurs effectifs, atténuant ainsi la baisse globale. Les hausses profitent aux travaux de construction spécialisés.

Dans le **commerce**, le solde d'emplois reste négatif (-370 en glissement annuel, soit -3,5 %), mais les réductions d'effectifs s'étaient principalement concentrées

au cours du 3^e trimestre. Dans les faits, quelques transferts significatifs sont intervenus au trimestre dernier, d'entreprises qui ont changé d'activité principale passant d'une activité de commerce vers une activité de service. Ce sont ainsi près de 250 emplois qui ont changé de secteur, expliquant un solde faible pour les deux secteurs réunis. En dehors de ces situations, les pertes d'emplois dans les entreprises du secteur commerce ayant réduit leurs effectifs ou cessé d'employer, sont compensées aux deux tiers par les créations d'emplois dans de nouvelles entreprises. Trois entreprises ont eu recours à la procédure de licenciement économique au dernier trimestre, pour 16 salariés. C'est moitié moins qu'au trimestre précédent.

Les activités de **services** hors commerce déclarent 360 salariés de plus qu'il y a un an (+1,1 %), après un léger repli au cours des deux trimestres précédents. Les hausses d'emploi dans ce secteur touchent en particulier les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+140 salariés sur un an), les autres activités de services (+130) et les activités de services administratifs et de soutien (+120). Une partie de ces hausses vient toutefois des transferts du commerce évoqués ci-dessus. Cependant, les activités de sécurité privée et d'accompagnement des personnes en



situation de handicap ne sont pas concernées et enregistrent une progression nette de leurs effectifs.

A l'inverse, le secteur transport et entreposage déclare 140 salariés de moins qu'en fin d'année dernière. La baisse concerne plus particulièrement l'entreposage et les services auxiliaires des transports, notamment au niveau de l'activité portuaire, et le transport maritime de minerais.

Au 4^e trimestre 2016, le repli de l'emploi salarié s'atténue légèrement. Il avait atteint un maximum au trimestre précédent (-950 salariés, soit -1,4 %). Parallèlement, l'indicateur du climat des affaires, issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises remonte, après avoir atteint son niveau le plus bas en début d'année. Il gagne huit points par rapport au 1^{er} trimestre 2016.

L'avenir reste incertain

Toutefois, le recours à l'intérim ce trimestre, qui devance habituellement une reprise sur le marché de l'emploi salarié, n'accrédite pas l'idée d'un retournement de tendance immédiat. En effet, en fin d'année, les entreprises qui se tournent vers l'intérim sont moins nombreuses qu'il y a un an (-3 %) et le nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein), chute de 12 % sur la même période.

Chiffres clés de l'emploi

	4 ^e trimestre		Variation (%)
	2015	2016	
Effectifs salariés (nombre au 31 décembre)			
Total	90 906	90 560	-0,4
dont secteur privé	65 382	64 570	-1,2
dont secteur public	25 524	25 990	1,8
Effectifs employeurs (nombre au 31 décembre)			
Total	11 861	10 814	-8,8
Marché du travail (nombre mensuel moyen)			
Nouveaux demandeurs d'emploi	419	408	-2,5
Demandeurs d'emploi en fin de mois	6 780	7 290	7,5
Nouvelles offres d'emploi	622	574	-7,6
Offres d'emploi actives en fin de mois	1 686	1 718	1,9
Entreprises (nombre)			
Créations au cours du trimestre	1 133	1 014	-10,5
Radiations au cours du trimestre	967	850	-12,1
Stock en fin de trimestre (entreprises du secteur marchand)	36 010	36 950	2,6
dont entreprises individuelles	22 902	23 607	3,1
Indice de climat des affaires	87,1	88,6	///
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	856	750	-12,4
Entreprises utilisatrices	470	454	-3,4
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés au cours du trimestre	39	101	159,0
Entreprises concernées	13	22	69,2
Chômage (hors chômage partiel) (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2 353	2 467	4,9
Jours indemnisés	69 509	69 549	0,1
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	3 461	81 035	2 241,4

Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC, IEOM

Unités : nombre, %.

Par ailleurs, le marché du travail reste tendu. Le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services provinciaux de placement est inférieur de 8 % à son niveau d'il y a un an. Pourtant, le stock d'offres d'emploi actives augmente, signe d'une inadéquation entre offre et demande.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois continue d'augmenter (+8 %), malgré un récent recul en glissement des nouveaux inscrits (-3 %). Les personnes en quête d'emploi, elles aussi, peinent plus à trouver un emploi à leur mesure.

L'ISEE améliore régulièrement sa chaîne de traitement informatique des données

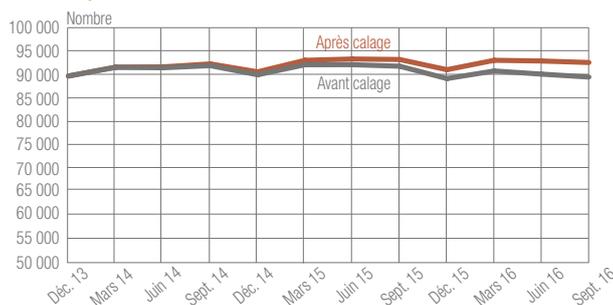
Après le calage annuel à partir de la base consolidée des créations d'entreprises au RIDET, les données relatives à l'emploi ont fait l'objet fin 2016 de corrections significatives.

L'utilisation de sources administratives contraint à ces opérations de régularisations annuelles afin de réconcilier l'ensemble des données émanant de sources hétérogènes. Habituellement les corrections sont minimes, mais en période d'apaisement après une surchauffe de l'activité induisant certaines mutations économiques, celles-ci peuvent impacter les résultats, en particulier sectoriels.

Par ailleurs, la publication trimestrielle des évolutions d'emplois tient compte d'un délai de 3 mois nécessaires à s'assurer de la quasi-exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore intervenir après un délai légèrement plus long.

L'évolution de l'emploi salarié que nous publions n'est pas assimilable à une évolution de l'emploi in extenso sur le territoire. Celle-ci ne pourra être approchée que par une enquête dédiée, qui sera mise en place prochainement et permettra de compléter les observations conjoncturelles partielles.

Emploi salarié total



Sources : ISEE, CAFAT